

lieu d'augmenter le pouvoir d'achat des gens qui en ont véritablement besoin en prenant cela dans les poches de ceux qui n'en n'ont pas déjà trop, augmentons plutôt le pouvoir d'achat de ces familles par des crédits nouveaux consentis par la Banque du Canada. Je ne démordrai jamais de cela tellement je suis convaincu, monsieur le président, que cela doit être l'instrument pour créer l'augmentation de la masse monétaire dans notre pays ainsi que les activités et le travail. Il me semble que c'est une grande logique! Pourquoi aller emprunter de l'eau dans le puits du voisin alors que nous avons un bon puits qui est rempli de bonne eau? Pourquoi payer quelque chose à l'autre afin d'en profiter alors que nous avons ce qu'il nous faut chez nous et cela sans faire de dommage à l'autre?

Monsieur le président, il me semble que cela soit la grande logique des choses, et c'est pour cette raison que je dis en terminant qu'il y va de l'intérêt des Canadiens de protéger l'agriculture, d'encourager nos agriculteurs à demeurer fidèles à la terre, de continuer à travailler pour produire les aliments nécessaires pour satisfaire aux besoins de la population mais, en retour, tâchons de leur assurer un revenu stable, un revenu digne d'un travailleur. Si nous prenons ces moyens, monsieur le président, nous pouvons être certains que les générations qui suivront seront reconnaissantes envers ceux qui ont le courage aujourd'hui de prendre le bœuf par les cornes et de mettre de l'ordre dans notre système économique en protégeant l'industrie de base la plus essentielle de notre pays, soit l'industrie agricole, et pour ce qui est du Québec, l'industrie laitière.

• (1712)

M. Yves Caron (secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture): Tout d'abord, j'aimerais dire à l'honorable député de Bellechasse (M. Lambert) que ses inquiétudes dans le domaine de l'agriculture canadienne existent aussi chez les ministériels car nous aussi, avec le ministère de l'Agriculture, nous travaillons à améliorer toujours le domaine agricole au Canada et, nous, surtout au Québec.

Monsieur l'Orateur, dans la motion qui est présentée aujourd'hui il y a cinq points, et tout à l'heure le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) a très bien défini, dans son discours, les cinq points qui nous préoccupent surtout dans le domaine de l'agriculture. Quant à moi, je voudrais quand même énumérer tous les efforts que le ministère de l'Agriculture fait pour éliminer les surplus de produits des producteurs canadiens à l'extérieur du pays, et dire surtout que ces efforts ont été faits par le ministre de l'Agriculture du Canada dans divers pays dernièrement. Notre pays est l'un des plus grands producteurs d'aliments au monde et ce titre lui confère une lourde responsabilité au sein de la communauté internationale, puisque des millions d'êtres humains souffrent encore de la faim.

Le problème de la sous-alimentation ne peut vraiment être résolu qu'en augmentant la production alimentaire des pays en voie de développement. On doit cependant s'attendre à ce que l'aide alimentaire sous forme de dons et de vivres provenant de pays favorisés soit nécessaire encore longtemps. L'aide alimentaire canadienne est acheminée par voie multilatérale et par l'intermédiaire de certaines organisations non gouvernementales. Avant 1974, la plus grande partie de cette forme d'aide passait par la voie bilatérale, c'est-à-dire de pays à pays. En 1976, le Canada a expédié directement aux pays les plus dans le besoin pour 125 millions de denrées alimentaires. Plus de 20

pays ont profité de cette aide au cours des cinq dernières années.

Le Canada a fait parvenir presque toute son aide alimentaire par l'entremise du programme alimentaire mondial, institution de l'ONU regroupant plus de 100 pays donateurs ou bénéficiaires. Les envois canadiens se composent surtout de surplus de blé, de la farine de blé, de lait écrémé en poudre, dont on parle beaucoup dans le domaine de la politique laitière, de fromage, de poisson, de bœuf en conserve, de haricots et de poudre d'œuf. De 1963, année de la fondation du programme alimentaire mondial, à 1976, la contribution totale du Canada en espèces et en nature s'est élevée à 320 millions, dont 50 millions en espèces. L'UNICEF et d'autres organismes de l'ONU profitent aussi de ce genre d'aide. Enfin, une partie de notre aide alimentaire est distribuée par l'intermédiaire d'organisations non gouvernementales.

D'importantes conférences touchant à ce domaine ont eu lieu au cours des dernières semaines. Le ministre de l'Agriculture y représentait notre pays. Lors de la 19^e conférence de la FAO, tenue à Rome, le 16 novembre 1977, le ministre de l'Agriculture rappelait que l'engagement du Canada au programme alimentaire mondial pour l'année financière 1977-1978 s'établit à 400,000 tonnes de céréales, ce qui constitue une partie de notre engagement d'un million de tonnes pour l'année courante, auxquelles viennent s'ajouter 13 millions de dollars en aliments d'autres sources et 10 millions de dollars en espèces.

Le Canada a également annoncé son intention, sous réserve de l'approbation du Parlement, de contribuer à raison de 7.5 millions de dollars à la constitution de 500,000 tonnes de la réserve alimentaire mondiale d'urgence. Notre pays verse également 33 millions de dollars au Fonds international de développement agricole, parce que nous croyons qu'il est important d'investir dans le développement agricole international. Malgré les énormes quantités d'aliments transportés d'un continent à l'autre, la plupart des humains dépendent pour se nourrir des denrées qui sont produites dans leur pays ou près de leur ville ou de leur village. C'est pourquoi le Canada appuie fortement une production alimentaire plus marquée dans les pays en voie de développement. L'objectif du Canada est d'en arriver à consacrer 33 p. 100 de ses fonds bilatéraux à des projets de développement agricole pour les années 1977 et 1982.

Ce secteur serait ainsi le plus gros bénéficiaire de notre programme d'aide bilatérale. A l'heure actuelle, près de 300 projets agricoles sont déjà en voie de réalisation ou en cours de planification, et l'aide du Canada, à toutes fins pratiques, dans nombre de secteurs, dépasse un milliard de dollars par année.

Lors de la réunion du Comité de l'agriculture de l'OCDE, tenue à Paris les 9 et 10 février dernier, le ministre de l'Agriculture du Canada, à titre de vice-président du comité, a signalé le fait que la stratégie alimentaire que nous sommes à élaborer au Canada aura un effet bénéfique tant sur l'agriculture canadienne que notre aide alimentaire mondiale. Les objectifs proposés pour la stratégie alimentaire sont d'ailleurs les suivants: assurer en permanence au consommateur des aliments de haute qualité à des prix raisonnables; deuxièmement, assurer à l'agriculteur un revenu décent lui permettant de jouir d'un niveau de vie acceptable; troisièmement, produire en vue de l'exportation les denrées pour lesquelles le pays jouit